



EMMA BELL

Directrice du LLSETI, unité de recherche en langages, littérature, sociétés, études transfrontalières et internationales Université Savoie Mont Blanc

PROPOS DE CHERCHEURS 2024



VALORISER UNE IDENTITÉ TERRITORIALE POSITIVE

Alors que les mouvements populistes montent en puissance, les travaux d'Emma Bell portent notamment sur la crise de la démocratie et les réponses potentielles à apporter. Des travaux menés au sein du LLSETI qui couvre de nombreuses spécialités.

Un mot de présentation tout d'abord du LLSETI, laboratoire Langages, Littérature, Sociétés, Études Transfrontalières et Internationales que vous dirigez depuis 2020.

C'est un laboratoire pluridisciplinaire de l'Université Savoie Mont Blanc qui regroupe, cette année, environ 50 chercheurs et une trentaine de doctorant-e-s en littérature (française, comparée et étrangère), philosophie, sciences de langage, langues et civilisations étrangères, histoire, arts et sciences de l'information et de la communication.

Ses travaux s'organisent autour d'une thématique globale "Études transfrontalières et internationales" qui s'articule autour de deux grands axes : "Héritages, milieux, médiations" et "Interactions entre État et individu". Nous fédérons des chercheurs de 13 disciplines du CNU (Conseil national des universités) autour de nos travaux sur le lien social entre les individus, envisagé de façon tant diachronique que synchronique : les interactions entre l'État et les individus qui le caractérisent, les pratiques qui le régulent, ses manifestations culturelles passées et présentes, la circulation internationale des idées qui le traversent et les échanges transfrontaliers.

Concrètement ?

Nous sommes amenés à travailler sur des projets et dans des domaines très variés. Nos chercheurs spécialistes des humanités environnementales (recherches interdisciplinaires qui analysent les interactions entre l'activité humaine et l'environnement) collaborent par exemple avec la chaire MIRE (Montagne infrastructures risques et environnement), pilotée par la Fondation USMB, sur la question du changement climatique. Nous apportons un regard décalé sur ce sujet via la littérature, l'histoire et la philosophie.

Nous sommes également impliqués dans le projet LIBEX (Liberté de conscience, liberté d'expression et liberté de création : recherches interdisciplinaires en diachronie et en synchronie) de l'ANR (Agence Nationale de la recherche) qui analyse comment s'articulent liberté d'expression, de création et de conscience avec les principes de la laïcité dans l'espace public à l'ère d'internet et des réseaux sociaux.

Les travaux de nos historiens sont très ancrés dans le territoire de la Savoie et de la Haute Savoie. Les chercheurs travaillant sur les pratiques religieuses à l'époque médiévale et moderne étudient les grands acteurs religieux de la région, comme Saint François de Sales, et organisent avec les étudiant-e-s des fouilles archéologiques de l'église de l'ancienne abbaye de chanoines réguliers d'Entremont et de la chartreuse de Melan dans la basse vallée du Giffre (Faucigny). Ces chantiers-écoles visent à restituer les parties disparus de ces bâtiments et à mieux comprendre leur fonctionnement. Le projet HALA (Histoire et Archives Lémaniques et Alpines), financé par le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, ont pour but de favoriser l'accès aux archives lémaniques et alpines et ainsi les mettre en valeur. Nos chercheurs en littérature travaillent également sur le transalpin et le transfrontalier, notamment sur la circulation des idées, des langues et sur la traduction littéraire.

Beaucoup de nos travaux sont liés au territoire, mais nous collaborons aussi sur d'autres aires géographiques. À l'échelle européenne, nous collaborons avec nos partenaires du réseau d'universités européennes UNITA sur divers projets, allant de l'Antiquité au roman policier contemporain en passant par la notion de la citoyenneté européenne dans ses dimensions politique et juridique. À l'échelle internationale, nos spécialistes de civilisation des mondes anglophone, italoophone et hispanophone adoptent une approche comparatiste pour mieux comprendre les démocraties contemporaines et les problèmes auxquels elles doivent faire face.

Quant à vos travaux, ils portent plus particulièrement sur la démocratie...

Je suis originaire d'Irlande du Nord et je vis en France depuis 2000. À la base, j'ai fait des études de droit puis un DEA d'études anglophones avant une thèse sur la civilisation britannique, à la croisée du droit et des sciences politiques sur le thème : L'État britannique entre le social et le carcéral ; une étude du "tournant punitif" de la politique pénale néo-travailleuse. J'ai ensuite décidé d'élargir mon champ d'études au-delà de la politique pénale vers d'autres formes de pouvoir étatique, notamment à l'autoritarisme plus discret qui a fait l'objet de mon deuxième livre publié chez Palgrave en 2015, *Soft Power and Freedom under the Coalition*. Dans ce livre, j'ai confronté le discours de liberté à la réalité du terrain. Actuellement, je réfléchis aux solutions que nous pourrions proposer face à la crise de la démocratie actuelle et à la montée du populisme de l'extrême droite, situation qui touche certes le Royaume Uni mais également d'autres pays européens.

Quid de votre constat ?

Contrairement à la thèse avancée par certains chercheurs, selon laquelle cette situation pourrait s'expliquer par un affrontement de valeurs entre conservateurs identitaires et libéraux identitaires, je considère que la situation s'explique essentiellement par un sentiment d'abandon poussant la population vivant dans des lieux excentrés – dans le sens à la fois littéral et figuratif –, vers les extrêmes. Dans ces lieux, le pouvoir politique est perçu comme éloigné, concentré au niveau de l'État-nation ou des institutions supranationales, telles que l'Union européenne. De plus, la rupture du contrat social et la concentration concomitante de la richesse et du pouvoir entre les mains des élites économiques et politiques ont entraîné une crise de la représentativité où beaucoup de gens estiment que leur gouvernement ne donne pas la priorité à leurs préoccupations.

Cette rupture du contrat social a provoqué une crise du contrat spatial entre les pôles et les zones marginales, créant des relations de pouvoir asymétriques sur le plan économique, social, politique ou culturel. Différents types d'inégalités se concentrent et interagissent dans les zones marginalisées, notamment les « inégalités de reconnaissance » qui peuvent provoquer du ressentiment social qui se manifeste sous forme de « géographies du mécontentement » où les « lieux qui n'ont pas d'importance » se vengent dans l'isolement en votant pour des partis anti-establishment.

Quelles solutions préconisez-vous ?

Bien que ces lieux soient souvent considérés comme terrain propice à la montée du populisme exclusif et régressif, ils pourraient au contraire, selon moi, devenir le terrain du renouveau démocratique. L'idée ? Faire travailler les gens ensemble afin de favoriser le développement d'une identité territoriale positive basée sur la co-construction de politiques locales, par exemple par le community wealth building, un processus qui garde la richesse au sein de la communauté, encourage la participation locale, la propriété collective et le développement durable... Des initiatives existent. L'Écosse par exemple développe des projets de propriétés terriennes communautaires. Mais de telles démarches ne peuvent se dérouler sans un accompagnement financier de l'État.

J'ai collaboré avec des chercheurs à travers l'Europe et aux États-Unis sur cette thématique et nous allons publier un livre début 2025 chez Bristol University Press : Commons, Citizenship and Power : Reclaiming the margins.

Pour conclure, quelle serait votre définition de la recherche ?

La recherche, pour moi, c'est avoir un regard critique sur les pratiques courantes, apporter une analyse et des solutions à la société civile.